

Objectifs

Cette rencontre vise à offrir un espace de dialogue complémentaire et de haut niveau entre des personnalités UA-UE et les jeunes autour de l'engagement renforcé des gouvernements africains et européens, des partenaires au développement et de la société civile sur les questions relatives à la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes (SSRA) en Afrique de l'Ouest.

Il s'agit plus spécifiquement de:

- Dresser l'état des lieux sur la mise en œuvre de la feuille de route de l'UA sur le dividende démographique et le protocole de Maputo sur la santé sexuelle et reproductive (identifier les gaps et cibler les actions à fort potentiel).
- Sensibiliser et renforcer l'engagement des gouvernements, des jeunes, de la société civile et des partenaires au développement en faveur de l'investissement dans la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes, la planification familiale, afin d'accélérer la capture du dividende démographique.
- Plaider pour le renforcement des relations entre partenaires africains et européens autour d'initiatives régionales prometteuses visant à promouvoir un meilleur accès aux services sociaux notamment de santé sexuelle et reproductive.
- Mobiliser les participants autour de l'initiative « She decides ».

Résultats attendus

Au terme de cette rencontre, les résultats attendus sont, entre autres:

- L'état des lieux sur l'engagement en matière de la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes (SSRA), santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent et du jeune et dividende démographique dans la région africaine est présenté.

- Les gouvernements, les jeunes, les partenaires au développement et la société civile sont sensibilisés sur la situation de la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes, la planification familiale et les enjeux du dividende démographique en Afrique et s'engagent à renforcer leurs actions dans ce domaine notamment à travers une déclaration finale les.
- Les partenaires africains et européens s'engagent à promouvoir un meilleur accès aux services sociaux de santé sexuelle et reproductive.
- Une convention entre les Pays-Bas (pour l'initiative « She decides ») et l'Organisation ouest-africaine de la Santé (OOAS) est signée.

Méthodologie

La réunion comportera une séance structurée en 2 grandes phases:

- De brèves présentations en plénière qui permettront d'informer et d'entretenir l'assistance sur l'état des lieux de la santé sexuelle reproductive des adolescents et des jeunes, la planification familiale et les enjeux du dividende démographique dans la région ;
- Un débat (questions/réponses ou contributions) pour approfondir les sujets, suivis d'une synthèse et des recommandations.

Participants

Le nombre de participants attendu à cette rencontre est d'environ 500 personnes. Il comprend des représentants de gouvernements, des organisations de jeunes, des chefs d'institutions, des Premières Dames, des ministres en charge de la Santé, de la Jeunesse, du Plan, de la Femme, de l'Education, des ambassadeurs, des représentants du système des Nations Unies, des partenaires au développement, des organisations régionales (y compris le Centre de Développement de la Jeunesse et des Sports de la CEDEAO, la CEMAC, l'UEMOA, l'OOAS, l'UE), des représentants de la société civile, des organisations jeunes et des femmes, les leaders communautaires et religieux, les médias, etc.

Dialogue de haut niveau
en marge du 5e Sommet
Union africaine – Union
européenne

ORGANISE PAR



Jeunesse et Dividende démographique:

"Appel à la mobilisation en faveur du droit à la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes en Afrique, condition et levier d'un développement durable"

30 NOV

14:30 - 17:30
Institut français
d'Abidjan

EN PARTENARIAT AVEC



Royaume des Pays-Bas



She Decides.

Contexte

L'Afrique est, pour beaucoup d'observateurs, le continent du futur si l'on considère la jeunesse et la dynamique de sa population ainsi que la vitalité de sa croissance économique.

Aujourd'hui plus de 60% de la population africaine a moins de 25 ans. Si ces jeunes sont bien formés et en bonne santé, ils constituent une force de travail considérable pour relever les défis du continent en matière de développement durable. Pourtant, plus que nulle part ailleurs, la jeunesse est dans la région synonyme de vulnérabilité, en proie à de multiples sources d'instrumentalisation pouvant générer instabilité et insécurité.

Le marché de l'emploi actuel n'est pas en mesure d'absorber l'entrée rapide et en grand nombre des jeunes actifs dont bien souvent les compétences ne sont en adéquation avec les besoins. 60% des chômeurs africains ont entre 15 et 24 ans. Si la jeunesse constitue une force, livrée à elle-même et sans perspectives, ils seront de plus en plus nombreux à choisir l'immigration et la radicalisation. Donner des perspectives à cette jeunesse est essentiel pour le développement d'un pays.

Le taux de grossesse chez les adolescentes est dans la région plus de deux fois supérieur à la moyenne mondiale avec plus d'une fille sur dix - âgées de 15 à 19 ans qui donnent naissance. Le niveau d'éducation est bas avec 56 % des enfants qui ont accès à l'éducation primaire dont seulement 36% pouvant lire et écrire. Moins d'un tiers des filles est inscrit dans le secondaire. Les adolescentes sont ainsi les premières victimes du manque d'accès et de qualité des soins maternels et de la reproduction, trop souvent en dehors de circuits scolaires, sujettes à des mariages forcés (en Afrique Sub-Saharienne plus de 40% des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, soit plus de 2 filles sur 5 et 3 filles sur 4 au Niger), victimes impuissantes des mutilations génitales féminines et principales victimes du VIH/Sida. Les adolescents sont le seul groupe aujourd'hui qui connaît un accroissement du taux de mortalité dû à la maladie.

Face à ce constat, des engagements forts ont été pris pour apporter des réponses aux besoins spécifiques des jeunes et garantir le respect de leurs droits. La feuille de route de l'Union Africaine « Tirer profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse » donne notamment un cadre indispensable à l'échelle continentale et de haut niveau à l'action en faveur de la jeunesse. Au niveau opérationnel, des programmes sont mis en œuvre avec des partenaires en prenant en compte les déterminants sanitaires et socioculturels qui constituent les premières barrières à l'épanouissement de cette jeunesse.

Le Fonds français Muskoka en fait partie. Ce mécanisme innovant a pour objectif de contribuer à la réduction de la mortalité et la morbidité maternelles, néonatales et infanto-juvéniles et des Adolescents (SRMNIA), dans le cadre de la continuité des soins. D'autres initiatives ont vu le jour, au sein de l'OOAS, du Partenariat de Ouagadougou, FP2020 et encore récemment avec le lancement de « She decides ». La santé et l'éducation des adolescent(e)s et des jeunes, le plein exercice de leurs droits, notamment des filles, sont au cœur des enjeux pour la réalisation du dividende démographique et donc du développement durable. Comment renforcer notre mobilisation et aligner nos approches pour assurer la pleine participation des jeunes au développement?

Sommet Union africaine – Union européenne

Le cinquième sommet Union africaine – Union européenne se tiendra les 29 et 30 novembre 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. 2017 est une année déterminante pour les relations UE-Afrique, dix ans après l'adoption de la stratégie commune Afrique-UE. Le 5ème sommet UE-Afrique constituera une date et une occasion décisives de renforcer les liens politiques et économiques entre les deux continents.

Lors de ce sommet, les dirigeants africains et européens se pencheront sur l'avenir des relations UA-UE et mettront l'accent sur l'investissement dans la jeunesse. Il s'agit là d'une priorité UA comme pour l'UE.

D'autres priorités du partenariat UE-Afrique seront examinées au cours du sommet, parmi lesquelles: (i) la paix et la sécurité ; (ii) la gouvernance, notamment la démocratie, les droits de l'homme, les migrations et la mobilité ; (iii) l'investissement et le commerce ; (iv) le développement des compétences et (v) la création d'emplois.

Rationalité

Le 5e Sommet Union africaine – Union européenne mettra un accent particulier sur l'investissement dans la jeunesse essentiellement en termes de paix et sécurité et développement économique. Toutefois, nous savons que pour créer les conditions d'un développement durable, il est important de considérer et d'investir également dans les secteurs socio-sanitaires pour une participation de la jeunesse exploitant son plein potentiel et bénéficiant des services de qualité, adaptés à leurs besoins et respectant leurs droits.

Aussi en marge du Sommet, la Côte d'Ivoire, à travers le Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en collaboration avec la France, les Pays-Bas et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), et l'initiative *She Decides* organisent un évènement satellite de haut niveau qui s'inscrit en complémentarité et se veut renforcer les discussions du sommet autour du sujet central de l'investissement dans la jeunesse en mettant l'emphase sur les investissements en direction des secteurs sociaux (éducation, santé, y compris sexuelle et reproductive, approche genre, employabilité...) pour permettre à cette jeunesse de tirer pleinement profit de son potentiel et d'avoir une voix écoutée.

En effet, il est généralement admis que lorsqu'un grand nombre de personnes s'enlisent sur une trajectoire caractérisée par une mauvaise santé, des capacités et des opportunités limitées, la population dans son ensemble ne peut tirer profit d'un dividende démographique. Il est en effet peu probable que la proportion des personnes à charge diminue au sein de la population, et l'aptitude de chaque individu à réaliser ses capacités, à épargner et à investir, à être à même de faire face au changement climatique et aux crises, et à prendre le risque d'innover s'en trouve définitivement compromise. C'est malheureusement le lot de millions de filles du monde entier, dont une grande majorité se trouve en Afrique, qui voient la réalisation de leur plein potentiel compromise en raison des mariages d'enfants, des grossesses précoces et non désirées, d'une santé mentale affectée par le harcèlement et la violence, de l'accès limité aux soins de santé adaptés à leurs besoins.

La réalisation du droit à la santé sexuelle et reproductive n'est donc pas une contribution accessoire à une croissance nationale inclusive, mais une condition essentielle pour qu'une société parvienne à un dividende démographique.